

Un élan de solidarité et un message clair aux préfectures et au gouvernement !

Les 7 et 8 décembre, c'est par centaines que des citoyens, des militants associatifs et syndicaux, des élus sont venus manifester leur solidarité avec les étrangers le long des files d'attente des différentes préfectures et lieux d'accueil des demandeurs d'asile d'Ile de France.

Dans plusieurs villes, grâce à la générosité des participants (ou d'une municipalité comme à Bobigny), un « petit déjeuner solidaire » a pu être offert à toutes les personnes qui faisaient la queue depuis des heures, certains depuis la veille, en espérant perdre le moins possible de leur journée de travail ou de cours. A Evry, Nanterre, et Paris, l'opération s'est accompagnée d'une aubade au préfet dans l'espoir que la musique adoucisse vraiment les mœurs ! A Créteil et Bobigny des travailleurs sans papiers en lutte s'étaient joints au rassemblement.

Le scandale récurrent des files d'attente

Les manifestants ont dénoncé le scandale le plus visible : celui des files, souvent sans aucun aménagement de la zone d'attente, un accueil indigne que l'insuffisance des moyens ne suffit pas à expliquer. A Antony, ils ont mis en place et inauguré un WC public installé dans la nuit et décoré d'une pancarte « Sanisette Chez Claude », hommage modeste à celui qui décide ce qui sera ou ne sera pas « bien » pour les étrangers. Etrangement, cet équipement sanitaire indispensable et apprécié a été enlevé dans les heures qui ont suivi par la police... Là comme ailleurs, les associations, les syndicats, les élus refusent que des personnes dorment dans la rue, dans le froid pour accéder à un service public. Ils demandent à l'Etat de prendre des mesures pour que cesse cette humiliation. Ils refusent que les agents des préfectures soient instrumentalisés pour servir une politique clairement xénophobe et inhumaine. A la souffrance des étrangers s'ajoute souvent la leur.

De multiples formes de « maltraitance »

Au cours de ces actions, de nombreux témoignages ont été recueillis, par les militants et par les journalistes présents. Ils confirment à quel point les étrangers sont mal traités dans les préfectures : manque d'information, refus de dossiers, obligation de démarches répétitives, dossiers qui s'accumulent, délais de réponse démesurés, multiplication des titres précaires (dont le renouvellement fréquent augmente mécaniquement les files), non respect des procédures, etc.

Les effets d'une logique politique

Partout les situations humaines sont examinées au prisme des quotas, du soupçon et de la « lutte contre l'immigration » : un thème emprunté de longue date au Front National. Même les demandeurs d'asile venant de zones de conflit ou les étrangers gravement malades peinent à faire reconnaître la légitimité de leur demande. Au lieu de favoriser l'intégration et le vivre ensemble, de régulariser davantage de personnes insérées dans la société française avec des titres stables (résident = 10 ans), on multiplie les refus (OQTF) ou les titres d'un an, voire les autorisations provisoires de trois mois, parfois sans autorisation de travail. On précarise les étrangers, on encourage le travail non déclaré, on crée une somme de malheurs individuels.

Les associations et syndicats, comme les citoyens et élus qui les soutiennent, l'ont affirmé clairement : c'est aussi cette logique qu'il faut changer et c'est le message qu'ils ont porté ou qu'ils porteront lors des audiences en préfecture, mais aussi **en poursuivant cette campagne, notamment, pour beaucoup d'entre eux, en défilant ensemble le 18 décembre, journée internationale pour les droits des migrants, derrière la banderole « Assez d'atteintes aux droits et à la dignité des personnes dans les préfectures ».**

Paris, le 14 décembre 2012.

Contacts :

Jean Michel Delarbre (Resf-Ldh) :	06 89 30 86 15
David Hedrich (Dom'Asile) :	06 69 43 17 21
Agathe Marin (Cimade) :	06 42 15 77 14

Les photos et vidéos des rassemblements sur la page suivante →

Photos et vidéos des rassemblements

Préfecture de Melun (77)

Suite au rassemblement devant la préfecture de Melun du 8 décembre :

1) Article du parisien :

http://jeanfrancois.ruet.free.fr/rassemblement_melun_2011_12_08.jpg

2) Reportage sur Canal coquelicot : <http://www.canalcoquelicot.fr/>

Préfecture de Versailles (78)

diaporama de photos prise mercredi matin devant la préfecture :

<https://picasaweb.google.com/lh/sreidir?uname=107118568106201623620&target=ALBUM&id=5683390199291013649&authkey=Gv1sRgCIGjwTHEi4X1FA&feat=email>

Préfecture d'Evry (91)

Les superbes photos de Jean-Claude prises le 8 décembre

https://picasaweb.google.com/lh/sreidir?uname=107118568106201623620&target=ALBUM&id=5683733950042426929&authkey=Gv1sRgCIPTwJeSv_G-IOE&feat=email

Sous préfecture d'Antony (92) :

LA VIDEO du rassemblement

<http://www.youtube.com/watch?v=ly1F3SJitlw>

http://www.dailymotion.com/video/xmtxwm_sanisettegueant_news

Préfecture de Bobigny (93)

Une des interventions devant la préfecture filmée par Téléliberté

http://www.dailymotion.com/video/xmtlmn_intervention-de-la-ligue-des-droits-de-l-homme-devant-la-prefecture-de-seine-saint-denis-7-12-12_news

L'appel initial :

Assez d'atteintes aux droits et à la dignité des personnes dans les préfectures !

Les organisations suivantes, confrontées quotidiennement aux conditions d'accueil et de traitement des dossiers réservées aux étrangers par les différentes préfectures d'Ile de France, se sont réunies le 3 novembre 2011.

Elles ont fait le constat que, malgré quelques différences de pratiques constatées d'un département à l'autre, les étrangers sont traités partout de la même façon : conditions d'accueil déplorables, refus d'accès et de délivrance de dossier, délais interminables de traitement, absence d'interlocuteurs pour les associations, examens et réponses faits au mépris des droits fondamentaux, qu'il s'agisse du droit à la vie privée et familiale, du droit au travail, du droit aux soins, du droit à l'éducation ou de l'accès à la procédure d'asile.

Elles sont convaincues que ce manque de considération pour les personnes reçues autant que pour les personnels chargés de l'accueil, relève d'une politique délibérée que l'insuffisance des moyens matériels et humains ne peut suffire à expliquer.

Dans le cadre d'une législation de plus en plus restrictive et répressive, elle vise à limiter les possibilités d'accès au séjour, voire à déstabiliser la population étrangère, qu'elle soit en situation régulière ou privée du droit au séjour.

Les étrangers sont aujourd'hui les premières victimes, mais comme souvent, la manière dont on les traite est révélatrice des méthodes qui sont déjà appliquées à d'autres ou le seront demain, qu'il s'agisse d'étrangers ressortissants de l'Union Européenne comme les Roms de Roumanie et Bulgarie, de l'ensemble des populations précaires ou des simples citoyens.

Ce scandale doit cesser. Les services de l'Etat doivent être les garants de l'égalité entre les usagers, du respect et de l'universalité des droits fondamentaux. La loi et les pratiques doivent changer !

Les associations et collectifs signataires appellent tous ceux que révoltent ces conditions indignes d'accueil et de traitement à réagir ensemble.

A l'appel de (associations et syndicats de l'Ile de France) :

Act Up Paris – AIDES - Amoureux au Ban Public – Appui Rwanda - ARDHIS – ATMF - Centre Anacaona des Droits humains et des Libertés des Haïtiens – CFDT – CGT - CGT Educ'action – Chrétiens & Sida - CIMADE – Collectif des musulmans de France – COMEDE – Coordination nationale des Sans Papiers - Dom'Asile – FASTI - Femmes Egalité – FERC CGT - France Terre d'Asile - FSU - GISTI – LDH – MRAP – Observatoire du Droit à la Santé des Etrangers - PAFHA – RESF – Romeurope - SAF – Sud Intérieur - Union syndicale Solidaires ...

Ainsi que de nombreux partis politiques et personnalités ainsi que d'associations locales.